

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2006 — 5136

[2006/204028]

## 27 OCTOBRE 2006. — Décret relatif aux recours dans l'enseignement de promotion sociale

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 5bis du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale est complété comme suit :

« 7<sup>o</sup> conseil des études : pour chaque section ou unité de formation, le conseil des études comprend les membres du personnel directeur et les membres du personnel enseignant chargés du groupe d'élèves concernés et exerce les missions telles que décrites à l'article 31;

8<sup>o</sup> jury : le conseil des études, élargi aux membres étrangers à l'établissement, constitué pour la sanction de l'unité de formation « épreuve intégrée »;

9<sup>o</sup> unité de formation : une unité de formation est constituée d'un cours ou d'un ensemble de cours qui sont regroupés parce qu'ils poursuivent des objectifs communs et constituent un ensemble pédagogique au niveau de l'acquisition de connaissances et/ou de savoir-faire;

10<sup>o</sup> unité de formation déterminante : toute unité de formation qui est répertoriée au dossier pédagogique de la section comme participant directement aux compétences évaluées lors de l'épreuve intégrée, et qui est prise en compte pour la détermination de la mention apparaissant sur le titre d'études;

11<sup>o</sup> épreuve intégrée : épreuve qui sanctionne l'unité de formation « épreuve intégrée »;

12<sup>o</sup> unité de formation : « Epreuve intégrée » : l'unité de formation « épreuve intégrée » est sanctionnée par une épreuve qui a un caractère global et qui prend la forme d'un projet ou d'un travail de fin d'études. Cette épreuve a pour objectif de vérifier si l'étudiant maîtrise, sous forme de synthèse, les capacités couvertes par les unités déterminantes mentionnées au dossier pédagogique »;

13<sup>o</sup> épreuve finale : une opération d'évaluation globale et finale portant sur l'ensemble des compétences, liées à une section, qui devraient être acquises au moment de l'opération considérée.

**Art. 2.** Il est inséré dans le titre III du même décret, un chapitre VIII rédigé comme suit :

« CHAPITRE VIII. — *Du recours contre les décisions des conseils des études, et des jurys réunis dans le cadre de l'épreuve finale d'une section de régime 2*

Article 123ter. § 1<sup>er</sup>. Dans le respect de la procédure décrite ci-dessous et dans le cadre du système modulaire propre à l'enseignement de promotion sociale de régime 1, tout élève a le droit d'introduire un recours écrit contre les décisions de refus prises à son égard par le conseil des études réuni dans le cadre d'une unité de formation « épreuve intégrée » ou d'une unité de formation déterminante organisée dans le cadre d'une section. A peine d'irrecevabilité, ce recours doit mentionner les irrégularités précises qui le motivent.

§ 2. Dans le respect de la procédure décrite ci-dessous, tout élève a le droit d'introduire un recours écrit contre les décisions de refus prises à son égard par le jury réuni dans le cadre de l'épreuve finale d'une section de régime 2. A peine d'irrecevabilité, ce recours doit mentionner les irrégularités précises qui le motivent.

§ 3. Ce recours comporte deux étapes, l'une interne à l'établissement, l'autre externe à celui-ci.

§ 4. Le chef d'établissement pour l'enseignement organisé par la Communauté française ou le pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné par la Communauté française prévoit, dans le règlement d'ordre intérieur de l'établissement, les modalités d'une procédure de recours interne destinée à favoriser la conciliation des points de vue et, à défaut, à instruire les contestations pouvant survenir à propos des décisions des Conseils des études et jurys visés aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 du présent article. Néanmoins, l'introduction d'un recours interne ne peut se faire que sur la base d'une plainte écrite adressée par pli recommandé au chef d'établissement ou réceptionné par celui-ci contre accusé de réception. Cette plainte doit être déposée au plus tard le 4<sup>e</sup> jour calendrier qui suit la publication des résultats. S'il échec, le chef d'établissement réunit à nouveau le conseil des études ou le jury; ces derniers peuvent prendre une décision valablement s'ils sont composés du président et de deux membres au moins du conseil des études ou du jury quand ils comprennent plus de deux membres. Toute nouvelle décision ne pourra être prise que par le conseil des études ou par le jury.

Cette procédure de recours interne ne peut excéder les sept jours calendrier hors congés scolaires qui suivent la publication des résultats, en ce compris l'envoi à l'élève, par le chef d'établissement, au moyen d'un pli recommandé, de la motivation du refus à la base du recours et de la décision motivée prise suite au recours interne.

L'élève qui conteste ladite décision introduit un recours externe par pli recommandé à l'Administration, avec copie au chef d'établissement. L'Administration transmet immédiatement le recours au Président de la Commission de recours. Ce recours est obligatoirement introduit dans les sept jours calendrier qui suivent l'envoi de la décision relative au recours interne. Doivent être jointes à ce recours, la motivation du refus et la décision prise à la suite du recours interne.

Le recours ne peut comprendre des pièces relatives aux décisions du conseil des études ou du jury relatives à d'autres étudiants.

En l'absence de décision au terme du recours interne, l'élève joint le récépissé postal de l'introduction ou l'accusé de réception de son recours interne.

Article 123quater. § 1<sup>er</sup>. Il est créé une Commission de recours pour l'enseignement de promotion sociale.

Celle-ci statue sur la recevabilité et sur la pertinence du recours adressé par le requérant à l'Administration en fonction des informations communiquées par le chef d'établissement ou son délégué, et/ou le pouvoir organisateur et/ou l'inspection de l'enseignement de promotion sociale et/ou l'administration.

Elle peut prendre des décisions de maintien ou de modification de la décision du conseil des études ou du jury. Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix exprimées. Si cette majorité n'est pas atteinte, le recours est rejeté.

Le bien-fondé du recours ne conduit pas automatiquement à la décision de la réussite par le requérant de l'unité de formation ou de la section concernée par le recours.

La commission communique sa décision motivée par recommandé à l'élève et au chef d'établissement dans les trente jours calendrier hors congés scolaires.

Toutefois, en ce qui concerne les recours externes introduits entre le 1<sup>er</sup> juin et le 7 juillet, la commission communiquera sa décision au plus tard le 31 août de l'année concernée.

§ 2. Cette commission est composée de six membres effectifs et de douze membres suppléants : le Président du Conseil de coordination pour l'Enseignement organisé par la Communauté française, un représentant par organisation représentative des pouvoirs organisateurs pour l'enseignement subventionné, l'administrateur pédagogique de l'enseignement de promotion sociale et un membre de l'Administration ou leurs suppléants respectifs. Elle est présidée par le fonctionnaire général ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions ou son délégué. Elle ne siège valablement que si elle est composée de six membres effectifs ou suppléants.

Les mandats sont exercés à titre gratuit.

Le président et les membres de la commission et le secrétariat ont droit au remboursement de leurs frais de parcours aux conditions fixées par les dispositions applicables aux membres du personnel des Administrations de la Communauté française. A cet effet, ils sont assimilés aux fonctionnaires de rang 12.

Le Gouvernement nomme sur proposition du Conseil de coordination pour l'enseignement organisé par la Communauté française et sur proposition des réseaux pour l'enseignement subventionné les membres de la commission. Celle-ci se dote d'un règlement d'ordre intérieur dans les six mois à dater de sa constitution. Il est approuvé par le Gouvernement de la Communauté française. Les mandats sont d'une durée de quatre ans renouvelables.

Le secrétariat de la commission sera assuré par le secrétariat permanent du Conseil supérieur et de la Commission de Concertation de l'enseignement de promotion sociale.

Le président peut réclamer toutes pièces susceptibles d'apporter des éclaircissements utiles au travail de la commission au pouvoir organisateur et/ou au chef d'établissement et/ou à l'inspection de l'enseignement de promotion sociale et/ou à l'Administration.

La commission peut également entendre toute personne qu'elle juge utile. Elle peut se faire assister par des experts de son choix.

Le Gouvernement arrête les modalités de fonctionnement de la Commission de recours. »

**Art. 3.** Dans l'article 38 du même décret, tel que modifié par le décret du 3 mars 2004, les alinéas 2 à 6 sont supprimés.

**Art. 4.** Dans l'article 56 du même décret, tel que modifié par le décret du 3 mars 2004, les alinéas 2 à 6 sont supprimés.

**Art. 5.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 octobre 2006.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,  
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M. ARENA

La Vice-Présidente

et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,

M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,

C. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

*Session 2005-2006.*

*Documents du Conseil.* Projet de décret, n° 296-1. Rapport, n° 296-2.

*Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du mardi 24 octobre 2006.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 5136

[2006/204028]

**27 OKTOBER 2006. — Decreet betreffende de beroepsprocedure in het onderwijs voor sociale promotie**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Artikel 5 *bis* van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie wordt aangevuld als volgt :

« 7<sup>o</sup> studieraad : voor elke afdeling of opleidingseenheid, bestaat de studieraad uit de leden van het bestuurspersoneel en de leden van het onderwijzend personeel belast met de groep betrokken leerlingen en oefent hij de in artikel 31 bepaalde opdrachten uit;

8<sup>o</sup> examencommissie : de studieraad, uitgebreid tot de leden die niet behoren tot de inrichting, samengesteld voor de bekrachtiging van de opleidingseenheid « geïntegreerde proef »;

9<sup>o</sup> opleidingseenheid : een opleidingseenheid bestaat uit een cursus of een geheel van cursussen die gegroepeerd worden omdat ze gemeenschappelijke doelstellingen nastreven en een pedagogisch geheel uitmaken voor de verwerving van kennis en/of knowhow;

10° bepalende opleidingseenheid : elke opleidingseenheid die in het pedagogisch dossier van de afdeling wordt opgenomen omdat ze rechtstreeks in verband staat met de vaardigheden die naar aanleiding van de geïntegreerde proef worden geëvalueerd, en die in aanmerking komt voor de bepaling van de vermelding die op het bekwaamheidsbewijs voorkomt;

11° geïntegreerde proef : proef die de opleidingseenheid « geïntegreerde proef » bekrachtigt;

12° opleidingseenheid « Geïntegreerde proef » : de opleidingseenheid « geïntegreerde proef » wordt bekrachtigd door een proef die een globaal karakter heeft en die de vorm van een project of een eindstudiewerk aanneemt. Die proef heeft tot doel na te kijken of de student door zijn synthesevermogen bewijst dat hij de vaardigheden in verband met de bepalende eenheden opgenomen in het pedagogisch dossier heeft verworven »;

13° eindproef : een handeling voor globale en eindevaluatie betreffende het geheel van vaardigheden in verband met een afdeling, die verworven zouden moeten zijn op het ogenblik van bedoelde handeling.

**Art. 2.** In titel III van hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk VIII ingevoegd, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK VIII. — *Beroep tegen de beslissingen van de studieraden, en van de examencommissies, bijeengeroepen naar aanleiding van de eindproef van een afdeling van stelsel 2*

Art. 123<sup>ter</sup>. § 1. Met inachtneming van de hieronder beschreven procedure en in het kader van het modulair systeem dat eigen is aan het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1, heeft iedere leerling het recht een schriftelijk beroep in te dienen tegen de weigeringsbeslissingen die tegen hem werden genomen door de studieraad, bijeengeroepen in het kader van een opleidingseenheid « geïntegreerde proef » of van een bepalende opleidingseenheid georganiseerd in het kader van een afdeling. Op straffe van onontvankelijkheid, moet het beroepschrift nauwkeurig de onregelmatigheden vermelden waarop dat beroep is gegrond.

§ 2. Met inachtneming van de hieronder beschreven procedure, heeft iedere leerling het recht een schriftelijk beroep in te dienen tegen de weigeringsbeslissingen die tegen hem werden genomen door de examencommissie, bijeengeroepen in het kader van de eindproef van een afdeling van stelsel 2. Op straffe van onontvankelijkheid, moet het beroepschrift nauwkeurig de onregelmatigheden vermelden waarop dat beroep is gegrond.

§ 3. Dat beroep wordt in twee fasen aangetekend, de ene binnen de inrichting, de andere buiten deze.

§ 4. Het inrichtingshoofd, voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, of de inrichtende macht, voor het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, bepaalt, in het huishoudelijk reglement van de inrichting, de nadere regels voor een interne beroepsprocedure bestemd om de standpunten dichter bij elkaar te brengen en, zo niet, de betwistingen te onderzoeken die kunnen rijzen over de beslissingen van de studieraden en examencommissies bedoeld in de §§ 1 en 2 van dit artikel. Een intern beroep kan niettemin alleen worden ingediend op grond van een schriftelijke klacht die bij aangetekend schrijven aan het inrichtingshoofd wordt gericht of dat door hem tegen ontvangstbewijs wordt ontvangen. Die klacht moet uiterlijk op de 4e kalenderdag volgend op de bekendmaking van de resultaten worden ingediend. In voorkomend geval roept het inrichtingshoofd opnieuw de studieraad of de examencommissie bijeen; deze kunnen geldig beslissen als ze samengesteld zijn uit de voorzitter en ten minste twee leden van de studieraad of de examencommissie wanneer ze uit meer dan twee leden samengesteld zijn. Elke nieuwe beslissing zal alleen door de studieraad of door de examencommissie kunnen worden genomen.

Die interne beroepsprocedure mag niet langer duren dan de zeven kalenderdagen, waarbij de schoolverlofdagen niet worden meegerekend, volgend op de bekendmaking van de resultaten, met inbegrip van de verzending aan de leerling, door het inrichtingshoofd, bij een aangetekend schrijven, van een brief houdende de redenen voor de weigering die tot het beroep aanleiding hebben gegeven, en van de met redenen omklede beslissing die als gevolg van het interne beroep werd genomen.

De leerling die bedoelde beslissing betwist, dient een extern beroep in bij een aan de Administratie aangetekend schrijven, met een afschrift aan het inrichtingshoofd. De Administratie zendt het beroepschrift onmiddellijk aan de voorzitter van de beroepscommissie over. Dat beroep moet ingediend worden binnen de zeven kalenderdagen die volgen op de verzending van de beslissing betreffende het interne beroep. De redenen voor de weigering en de beslissing die na het interne beroep werd genomen, moeten samen met dat beroep worden ingediend.

Het beroepschrift mag geen stukken omvatten betreffende de beslissingen van de studieraad of de examencommissie met betrekking tot andere studenten.

Als er geen beslissing is genomen na het interne beroep, voegt de leerling het ontvangstbewijs van de indiening bij de post of het ontvangstbewijs van de indiening van zijn interne beroep.

Art. 123<sup>quater</sup>. § 1. Er wordt een Beroepscommissie voor het onderwijs voor sociale promotie opgericht.

Deze beslist over de onontvankelijkheid en over de gegrondheid van het beroep ingediend door de verzoeker bij de Administratie op grond van de informatie meegedeeld door het inrichtingshoofd of diens afgevaardigde, en/of de inrichtende macht en/of de inspectie van het onderwijs voor sociale promotie en/of de administratie.

Ze kan beslissingen nemen tot behoud of wijziging van de beslissing van de studieraad of de examencommissie. De beslissingen worden genomen met een meerderheid van tweederde van de uitgebrachte stemmen. Wordt die meerderheid niet bereikt, dan wordt het beroep verworpen.

De gegrondheid van het beroep leidt niet automatisch tot de conclusie dat de verzoeker geslaagd is voor de opleidingseenheid of de afdeling waarop het beroep betrekking heeft.

De commissie deelt haar met redenen omklede beslissing bij aangetekend schrijven mee aan de leerling en het inrichtingshoofd binnen de dertig kalenderdagen, waarbij de schoolvakantiedagen niet worden meegerekend.

Voor de externe beroepen die tussen 1 juni en 7 juli worden ingediend, deelt de commissie haar beslissing uiterlijk op 31 augustus van het betrokken jaar mee.

§ 2. Die Commissie is samengesteld uit zes werkende leden en twaalf plaatsvervangende leden : de voorzitter van de coördinatieraad, voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, een vertegenwoordiger voor elke organisatie die de inrichtende machten vertegenwoordigt, voor het gesubsidieerd onderwijs, de pedagogisch bestuurder van het onderwijs voor sociale promotie, en een lid van de administratie, of hun respectieve plaatsvervangers. Ze wordt voorgezeten door de ambtenaar-generaal tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, of diens afgevaardigde. Ze houdt alleen geldig zitting als ze samengesteld is uit zes werkende of plaatsvervangende leden.

De mandaten worden gratis uitgeoefend.

De voorzitter en de leden van de commissie en het secretariaat hebben recht op de terugbetaling van hun reiskosten onder de voorwaarden die vastgesteld worden bij de bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van de besturen van de Franse Gemeenschap. Daarbij worden ze gelijkgesteld met ambtenaren van rang 12.

De Regering benoemt de leden van de commissie op de voordracht van de Coördinatieraad, voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, en op de voordracht van de netten, voor het gesubsidieerd onderwijs. De commissie stelt haar huishoudelijk reglement vast binnen de zes maanden nadat ze werd opgericht. Het wordt door de Regering van de Franse Gemeenschap goedgekeurd. De mandaten worden voor een vernieuwbare periode van vier jaar toegekend.

Het secretariaat van de commissie wordt waargenomen door het vast secretariaat van de Hoge Raad en van de Overlegcommissie voor het onderwijs voor sociale promotie.

De voorzitter kan zich alle stukken die ophelderingen kunnen leveren die nuttig zijn voor de werkzaamheden van de commissie laten overleggen door de inrichtende macht en/of het inrichtingshoofd en/of de inspectie van het onderwijs voor sociale promotie en/of de administratie.

De commissie kan eveneens iedere persoon horen wiens verhoor haar nuttig voorkomt. Ze kan zich laten bijstaan door deskundigen die ze zelf kiest.

De Regering stelt de nadere regels voor de werking van de Beroepscommissie vast. »

**Art. 3.** In artikel 38 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 3 maart 2004, worden de tweede tot zesde leden opgeheven.

**Art. 4.** In artikel 56 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 3 maart 2004, worden de tweede tot zesde leden opgeheven.

**Art. 5.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2007.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 27 oktober 2006.

De Minister-Présidente,  
belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor sociale promotie,  
Mevr. M. ARENA

De Vice-Présidente,  
Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET,

De Vice-Président, Minister van Begroting en Financiën,  
M. DAERDEN,

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,  
C. EERDEKENS,

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,  
Mevr. F. LAANAN,

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK.

*Zitting 2005-2006*

*Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 296-1. — Verslag nr. 296-2.*

*Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van dinsdag 24 oktober 2006.*

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2006 — 5137

[2006/204029]

**10 NOVEMBRE 2006. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation des orientations et thèmes relatifs à la formation en cours de carrière, au niveau macro, des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire pour l'année scolaire 2007-2008**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française, notamment l'article 3;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements de l'enseignement fondamental ordinaire, notamment l'article 8;

Considérant la proposition de plan de la Commission de Pilotage 9 octobre 2006 quant aux orientations et thèmes prioritaires pour la formation en cours de carrière des enseignants pour l'enseignement fondamental dans tous les réseaux d'enseignement;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente, Chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale;